



LE 11 JANVIER.

LAÏCITÉ : NE PAS CÉDER

Entre un politiquement correct qui n'a cessé de s'aveugler sur la menace islamiste et des musulmans en proie à leurs contradictions, il est temps d'affirmer et de faire respecter les principes fondamentaux de la laïcité. PAR ÉRIC CONAN

La signification historique des grands événements ne se perçoit qu'*a posteriori*, les interprétations immédiates charriant souvent plus d'espéros que de vérités. Alors espérons – ce que l'on y entendait l'encouragement – que ce sursaut populaire sans pareil exprimait, au-delà de l'émotion suscitée par ces 17 assassinats, une crainte de perdre ce qui a longtemps fait la France : une terre de sécurité et de liberté. Or, soixante-dix ans après la Libération et la fin du nazisme, on y meurt de s'exprimer et des juifs, adultes et enfants, y sont tués parce que juifs.

L'oxymore « Je suis *Charlie* », envahissant à en devenir agaçant, exprime le remords d'avoir aban-

donné dans la solitude *Charlie Hebdo* (qui, avec 30 000 exemplaires vendus, était menacé de fermeture) au point de perdre quelque chose d'essentiel, fragile et indéfinissable, mais qui a pris une forme lumineuse : le pape priant pour un journal qui le blasphémait autant qu'il brocardait les flics dont deux sont morts pour le protéger. Cela exprime une civilisation. Les Français, soudain conscients de sa mise en danger, ont montré qu'ils ne voulaient pas la perdre.

“BREBIS GALEUSES”

Une résolution en forme de défiance. Ils se sont mobilisés si massivement parce qu'ils n'ont plus confiance qu'en eux pour demander des

comptes à leurs représentants : qu'ont-ils laissé faire pour que des artistes emblématiques du paysage culturel soient exterminés et que des enfants juifs soient protégés par des militaires en armes ? Ils ont manifesté pour dire leur fierté des valeurs françaises – liberté, sécurité, laïcité, universalité – que leurs élites ont de moins en moins défendues. Contre qui ? Une ère d'insouciance se clôt, les Français se découvrant menacés par un ennemi. Pour faire face, il faut savoir lequel. Le président de la République, n'invokant que le « terrorisme », n'a pas su le désigner, laissant à Marine Le Pen le soin de préciser « terroristes islamistes ». D'où la colère de Michel Onfray : « Pourquoi, une fois de plus, le personnel politique lui laisse-t-elle ➤ »

► le monopole des mots justes sur des situations que tout le monde comprend ? » Parce qu'il est tétanisé par le « refus de l'amalgame » qui a fait dire à François Hollande que ce que vient de vivre la France « n'a rien à voir avec l'islam ». Ce mantra (que Manuel Valls a su dépasser six jours plus tard) empêche de penser et aboutit à l'inverse de sa (bonne) motivation : la crainte, hélas justifiée, des rétorsions criminelles frappant des lieux de culte – et peut-être des pratiquants – musulmans. C'est contre l'amalgame entre les Kouachi, Coulibaly, Nemmouche,

« J'AI MOINS PEUR DES INTÉGRISTES RELIGIEUX QUE DES LAÏQUES QUI SE TAISENT. » CHARB

Merah, Kelkal et l'immense majorité pacifique des musulmans de France qu'il faut lutter de manière implacable et avec gravité. Mais prétendre que nous sommes frappés par des extraterrestres qui n'ont rien à voir avec l'islam, personne n'y croit, à commencer par les musulmans pacifiques qui, au-delà de leur réflexe d'horreur ou de honte – « Pas en mon nom ! » – savent bien qu'ils sont concernés, comme le disent depuis l'affaire Nemmouche les plus courageux d'entre eux, parlant de « brebis galeuses » plutôt que de « loups solitaires ». Anouar Kbibech, président du Rassemblement des musulmans de France, a ainsi appelé ses coreligionnaires à « manifester leur colère », ajoutant que « la lutte contre la radicalisation dans la communauté musulmane devrait être décrétée cause nationale ». En estimant, comme Nabil Guettaf, d'Argenteuil, à propos du massacre de Charlie Hebdo, qu'« il a été fait au nom des musulmans, on doit le désavouer », de nombreux imams ont refusé un déni tournant parfois à l'obscénité, comme chez Mohamed

Mechmache d'AC Lefeu : « Les habitants des banlieues sont les premières victimes de cet attentat odieux. » On ne mesure pas le désarroi que provoquent chez les juifs, quand un des leurs est assassiné, ces condoléances adressées aux « musulmans pris en otages » et ces reportages auprès des « familles meurtries » des assassins.

Ces assassins sont les soldats de l'Etat islamique, fraction de ce monde de l'islam en guerre civile dans laquelle l'armée française est partie prenante. Après un siècle de domination coloniale, sans leadership depuis la fin du dernier califat en 1924, le monde islamique est à nouveau entré en convulsion, se déchirant entre partisans d'une modernité (version turque ou tunisienne) et partisans d'un retour au passé glorieux des premiers siècles d'expansion fulgurante par le glaive et la chasse aux mécréants. Si l'on récite une prédiction qu'André Malraux n'a jamais écrite – « Le XXI^e siècle sera religieux ou ne sera pas » –, une de ses prophéties est moins connue : « C'est le grand phénomène de notre époque que la violence de la poussée islamique. Sous-estimée par la plupart de nos contemporains, cette montée de l'islam est analogiquement comparable aux débuts du communisme du temps de Lénine. Les conséquences de ce phénomène sont encore imprévisibles. » Dès 1956, en pleine décolonisation, le grand visionnaire avait esquissé notre horizon, précisant que « l'Afrique noire ne restera pas longtemps insensible à ce phénomène » et que « le monde occidental ne semble guère préparé à affronter le problème ».

Ce fondamentalisme médiéval, qui a profité de la modernité (pétrodollars et nouveaux moyens de communication), est un des aspects de la mondialisation qui installe partout cette terrible guerre interne aux musulmans. Ce que les frères Kouachi ont fait à Charlie Hebdo ne diffère de la condamnation à mort pour blasphème de Salman Rushdie par l'imam Khomeyni que sur deux points : eux ont réussi et ils sont

français. « La vocation de l'islam est de convertir et gouverner, but que les islamistes modérés cherchent à atteindre par la prédication, l'action sociale et le grignotage politique, et les islamistes radicaux par la terreur et la destruction, explique l'écrivain algérien Boualem Sansal. L'islamisation de la France est-elle réelle ? On ne sait pas, le fait est que l'islam sous ses différentes formes, douce, modérée, radicale, avance dans le monde comme un train dans la pampa. » Il nous prévient que « des gens déterminés y travaillent sérieusement, notamment en muselant la parole par le tabou et le politiquement correct ».

ERRANCES, CONTRADICTIONS

Le politiquement correct du « tout ça n'a rien à voir avec l'islam » a été brisé par le philosophe musulman Abdennour Bidar, avec sa « Lettre ouverte au peuple musulman » expliquant que le « monstre » de l'Etat islamique est né des « errances », des « contradictions » et de « l'écartèlement entre passé et présent » de l'islam qui doit « assumer la responsabilité de l'autocritique ». Estimant que « le refus du droit à la liberté vis-à-vis de la religion est l'une de ces racines du mal », il appelle à une réforme acceptant « la liberté de conscience, la démocratie, le droit de cité pour toute la diversité des visions du monde, l'égalité des sexes et la culture critique du religieux ». C'est la meilleure façon de casser « l'amalgame » : pour éviter « le fossé » entre « les musulmans » et ceux qui s'effrayent des échos de l'islam mondial, créer un fossé public entre musulmans sur la ligne proposée par Bidar qui est l'un des rares à demander l'abandon des versets du Coran prônant l'antisémitisme et exhortant à détruire les mécréants, en compagnie de Soheib Bencheikh et du regretté Abdelwahab Meddeb qui expliquait que « l'islamisme est la maladie de l'islam, mais les germes sont dans le texte ». L'appel d'Abdennour Bidar, que marianne.net a mis en ligne au



hannah assouline

“L'islam doit assumer la responsabilité de l'autocritique. Le refus du droit à la liberté vis-à-vis de la religion est l'une des racines du mal.”

Abdennour Bidar

« LE MAL, C'EST LE CANCER ISLAMOFASCISTE QU'ON A LAISSÉ SE MÉTASTASER DANS LES BANLIEUES, LES MOSQUÉES, LES PRISONS, LES ÉCOLES... » MEZRI HADDAD

lendemain des attentats, approche le million de visites, preuve d'une attente de ce « travail à faire sur la lecture des textes fondateurs » que réclame aussi Azzedine Gaci, recteur de la mosquée de Villeurbanne, un des rares à oser le demander. Parce que la tâche n'est pas facile – l'islam est la seule religion à n'avoir jamais connu l'épreuve de la critique – et que, explique-t-il, les imams « ne savent pas comment en parler et ont peur de la réaction de certains jeunes ».

AVEUGLEMENT...

C'est pourtant en France que ce travail de réforme est possible, que peut se former un « amalgame » positif et rassurant entre partisans d'un islam de paix et défenseurs de la laïcité. A condition d'en finir avec cette partie de la gauche et cette partie de la droite qui n'ont cessé de flatter les musulmans les plus réactionnaires. Il faut donc rompre avec trente ans d'erreurs et d'insanités qui ont abouti à ce que Bidar et Meddeb soient qualifiés de « facilitateurs d'islamophobie » par des « sociologues » pensionnés par le CNRS ayant colonnes ouvertes dans la presse. Au lieu de défendre les progressistes de l'islam, un politiquement correct aussi inculte que lâche n'a cessé de favoriser les intégristes, les encourageant à réclamer la soumission des règles laïques à leurs oukases plutôt que de se conformer à celles-là. Car, avant d'être attaquées dans le sang, nos valeurs étaient plus « pacifiquement », comme nous l'indiquait Gilles Kepel, arpentant plus que la grande presse ces « quartiers français où l'on a parfois du mal à

se rappeler que l'on se trouve dans l'Hexagone, tant est prégnant, à l'œil nu, l'ordre moral d'un rigorisme islamique que l'on ne constate généralement pas à ce niveau dans les sociétés musulmanes du sud et de l'est de la Méditerranée ». Il nous mettait en garde : « La présence ostensible du salafisme exprime une rupture en valeurs avec la société française, une volonté de la subvertir moralement et juridiquement. »

Il ne faut pas confondre les salafistes avec les djihadistes, mais c'est du terreau arrosé de leur rhétorique haineuse que sortent les Merah et Kouachi. Les plus inquiets des responsables musulmans le disent avec impuissance, confirmant les découvertes du juge Trévidic – « En France, des pères ou des grands frères montrent des images de djihad et d'égoïsme à des gamins de 10 ans » – qui s'inquiétait dans le vide : « Peut-on tolérer que des individus inculquent à leurs enfants la haine de la démocratie, engendrant ainsi une génération rejetant les idées laïques et républicaines ? » L'imam de Bordeaux, Tareq Oubrou, raconte dans son dernier livre (*Un imam en colère*, Bayard, 2012) qu'il a dû faire trois semaines de prêches sur l'affaire Merah tant il sentait de la compréhension envers le tueur chez certaines de ses ouailles. En 2012, des salafistes criaient « mort aux juifs ! » en arabe devant l'ambassade des Etats-Unis ; en juillet 2014, à Barbès, ce fut en français. Trop de journaux ont fermé les yeux ou minimisé qui s'étonnent aujourd'hui : on tue des juifs ! « Les musulmans éclairés savaient que cela devait arriver un jour », explique Mezri Haddad, universitaire tunisien qui s'indigne de cet aveuglement. *Le mal, c'est* ►

► *le cancer islamo-fasciste qu'on a laissé se métastaser dans les banlieues, les prisons, les mosquées, les associations, les écoles et même les universités.* »

Premiers effets de ces journées tragiques de janvier ? Il y a douze ans, *les Territoires perdus de la République* (Mille et Une Nuits), recueil de témoignages d'enseignants, avaient été qualifiés d'« *islamophobes* ». Aujourd'hui, les effrayantes réactions de haine et de complotisme entendues dans des lycées ont été moins étouffées par la presse que celles saluant l'héroïsme de Ben Laden et de Merah, malgré le traditionnel réflexe de dissimulation de l'institution scolaire, beaucoup d'établissements s'étant en fait épargnés ces « incidents » en évitant de « provoquer » les élèves (lire p. 24). C'est un bon résumé de l'état de la France : la minute de silence demandée par François Hollande au nom de « *l'union nationale* » n'a pas été possible dans des lieux où doivent s'enseigner les valeurs républicaines... Face à ce désastre, les œillères commencent à tomber. Au détour des reportages de *Libération*, un banlieusard explique : « *Je n'irai pas marcher dimanche parce que je ne veux pas me prendre la tête avec ma femme : elle est musulmane pratiquante et, si elle défile, elle aura des repréailles de sa famille.* » Tandis que Ba Amadou, éducateur spécialisé, témoigne d'« *un discours haineux vis-à-vis de la France et de ses valeurs. La fracture est telle que je la crois irréversible.* »

“GUERRE DES MOTS”

Cela fait des années que sur le terrain les professionnels, travailleurs sociaux, enseignants, policiers, ne cessent d'alerter sur cet antisémitisme, cette francophobie et ce sexisme qu'ils constataient et parfois subissaient. Souvent lâchés par leur hiérarchie fermant les yeux ou des élus locaux pactisant avec les caïds communautaristes (n'oublions pas que des députés de banlieue ont proposé une loi rétablissant le délit de blasphème), ils

se voyaient traités de « *laïcards* » (ce mot de Maurras repris par un front allant de Julien Dray à Benoist Apparu en passant par Civitas) ou accusés de racisme quand ils s'opposaient à ces lâchetés. C'est avec cette complaisance pour les ennemis des valeurs républicaines qu'il faut rompre. Une spécialité d'une partie des élites, de Foucault hier à Plenel aujourd'hui, reconvertie en idiots utiles de l'islamisme et gobant ses ruses. L'une des plus efficaces est le terme « *islamophobie* », d'abord utilisé contre la féministe américaine Kate Millett par les mollahs parce qu'elle luttait contre la répression des Iraniennes, et développé en France par Tariq Ramadan après le 11 septembre 2001. Dénoncé par Salman Rushdie comme « *un mot qui a été inventé récemment pour protéger une communauté, comme si l'islam était une race* », son invocation relève de cette « *guerre des mots* » décrite par George Orwell. Il a servi à culpabiliser les défenseurs de la liberté de conscience et de l'égalité des sexes, à bannir toute critique de l'islam et surtout à le dispenser de passer sous les fourches Caudines de la laïcité comme y furent contraints le catholicisme et le judaïsme, celle-là devenant petit à petit synonyme d'islamophobie. Cette perversion sémantique militante est allée jusqu'à qualifier de « *musulmans islamophobes* » (encore le CNRS...) ceux qui veulent réformer l'islam et a abouti à la notion insensée de « *racisme antimusulman* » : en biologisant le religieux comme s'il s'agissait d'une question de gènes, ceux qui l'utilisaient trahissaient la liberté de conscience et s'alignaient sur les islamistes qui considèrent que l'on est musulman à vie sous peine de mort. Mais l'Etat a lui-même cédé en acceptant que les Frères musulmans de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) refusent de reconnaître le droit de changer de religion parce que le Coran punit les apostats.

Voilà pourquoi *Libération* voyait une « *contradiction* » dans le fait qu'une ministre « *d'origine arabe* »



denis allard / réa

“Je viens de SOS Racisme. On a fait une faute en 1989 au moment de l'affaire du voile. Nous aurions dû être dans le camp de ceux qui étaient implacables.”

Malek Boutih

« *cogne sur l'islam* », et que Sarkozy nommait des « *préfets musulmans* » parce que, selon lui, « *l'islam, cela se voit sur la figure* ». Alors que plus de la moitié des Français d'origine algérienne déclarent ne pas avoir de religion ou ne pas être pratiquants. Là est la vraie « *stigmatisation* » : avoir renvoyé une population en voie de sécularisation à une lecture essentialiste défendue par quelques fanatiques. *Charlie Hebdo* fut le seul avec *Marianne* à refuser cette arme linguistique qui révoltait Charb parce qu'elle servait les « *fascistes islamistes* ». Le sort de Caroline Fourest permet de comprendre la force et la perversité toxique de cette police de la pensée islamiquement correcte qui tétanise médias et politiques. Cette militante laïque courageuse avait cru tactiquement habile d'intégrer « *racisme antimusulman* » à son vocabulaire et de répéter en boucle que toutes les religions avaient leur intégrisme (le catholique étant, selon elle, le pire) ; cela ne l'a pas empêchée d'être agressée par des islamo-gauchistes à la Fête de *l'Humanité* et de se voir remettre en 2012 un infamant prix « *Y'a bon awards* » pour dérapage raciste créé par Rokhaya Diallo par un jury auquel se sont prêtés Florence Aubenas, Jean Baubérot et Frédéric Martel.

NE PLUS RIEN CÉDER

S'il faut à court terme pallier les failles du renseignement et protéger les écoles juives, il faut aussi mettre fin à ces intimidations pour maîtriser ces « *terreaux fondamentalistes* » dont parle Jean-Luc Mélenchon (lire sur notre site marianne.net) et où prolifère le refus des règles de vie en commun ici-bas que sont la liberté d'expression, la laïcité, le refus de la violence, l'égalité des sexes. Ne plus rien céder, comme s'y résout avec remords Malek Boutih : « *Je viens de SOS Racisme. On a fait une faute en 1989 au moment de l'affaire du voile. Nous aurions dû être dans le camp de ceux qui étaient implacables.* » Que des règles différentes

ne se concurrencent plus. Qu'un préfet ou un élu réagisse quand on lui signale les prêches (en français !) d'un imam appelant au meurtre des infidèles. Qu'un ministre de l'Intérieur manifeste plus que son embarras face à des livres appelant au meurtre des homosexuels. Que les enseignants soient aidés face à l'apologie du terrorisme.

Des tâches difficiles, car l'Occident sécularisé a oublié la force et la sincérité de l'emprise religieuse dont la limitation ne peut être que douloureuse. Parler de « *nihilisme* » à propos de ceux qui donnent

« L'ISLAMISME EST LA MALADIE DE L'ISLAM, MAIS LES GERMES SONT DANS LE TEXTE. » ABDELWAHAB MEDDEB

leur vie pour leur prophète n'est pas le bon moyen de comprendre ce qui menace un monde fasciné par « *Candy Crush* » et Nabilla. Raison de plus pour contrer sans relâche les infâmes incultes qui accusaient *Charlie Hebdo* d'être « *raciste* » et Charb d'être un « *nouveau Brasillach* », l'obligeant à expliquer dans une tribune du *Monde* que lui et ses amis se partageaient « *entre les tenants de la gauche, de l'extrême gauche, de l'anarchie, de l'écologie* » et qu'ils étaient peut-être « *minoritaires [...] mais fiers de nos traditions en tout cas* ». Or, à part les demi-regrets du rappeur Nekfeu pour sa chanson appelant à « *l'autodafé pour ces chiens de Charlie Hebdo* » et les interrogations d'Esther Benbassa qui se « *tape la tête contre les murs pour comprendre* », la tragédie n'a rien changé pour Etienne Balibar (ils sont morts, selon lui, de leur « *imprudence* ») et pour Edwy Plenel, qui ne connaît qu'un coupable : « *nous* ». « *Nous avons créé un climat où ces crimes sont possibles, il est temps de se ressai-*

sir afin d'arrêter de produire de la haine », explique-t-il, invoquant la « *loi discriminatoire* » sur les signes religieux à l'école. Thierry Pech, de la fondation Terra Nova (qui a proposé d'instituer une « *citoyenneté musulmane* »), continue de communautariser en demandant de « *défendre les musulmans sans réserve* ». Jean-Michel Ribes compare les frères Kouachi aux intégristes catholiques et Laurent Joffrin s'indigne que « *les terroristes ne se sont pas attaqués aux islamophobes, aux ennemis des musulmans* ». Il ne comprend pas que son joujou à diaboliser lui a pété entre les mains : ce n'est plus seulement à lui de désigner les islamophobes, mais à nos vrais ennemis et, pour eux, c'était *Charlie Hebdo* ! Daniel Cohn-Bendit n'a pas changé non plus qui, après avoir traité de « *cons* » les journalistes de *Charlie Hebdo* dépassant « *la limite dans la provocation* », fustige les manifestants pour avoir chanté *la Marseillaise*. Ni l'incroyable Jean-Louis Bianco, président d'un Observatoire de la laïcité qui n'observe rien, ne trouvant qu'un seul précédent au carnage de *Charlie Hebdo* – le massacre d'Anders Breivik – et appelant à « *plus de démocratie, plus d'ouverture, plus de tolérance* ».

Pour que ces mots aient un sens – non pas l'ouverture aux valeurs contraires à notre héritage laïque, mais l'ouverture à tous ceux qui veulent le partager –, il faut que le peuple en sursaut du dimanche 11 janvier reprenne l'initiative pour y veiller avec fermeté partout, en commençant par l'école. L'abandon de l'intégration est plus coupable que le refus de l'intégration. Tous ceux qui jurent « être » *Charlie* doivent méditer ce que disait Charb lorsque le Comité laïcité République, dernier carré de militants, l'avait choisi pour remettre, dans l'indifférence, son Prix de la laïcité à Djemila Benhabib, autre combattante de la liberté d'expression rescapée de la guerre civile algérienne : « *J'ai moins peur des intégristes religieux que des laïques qui se taisent.* » ■ É.C.